

## Publications en date du 17 mai

### Environnement

#### Canalisations

##### **Rapport au Président de la République**

relatif à l'ordonnance n° 2010-418 du 27 avril 2010 harmonisant les dispositions relatives à la sécurité et à la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques

##### **Ordonnance n° 2010-418 du 27 avril 2010**

harmonisant les dispositions relatives à la sécurité et à la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques

Remplacement, dans tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur, des mots : « Conseil supérieur des installations classées » par les mots : « Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques »

#### Développement durable

##### **Décret n° 2010-370 du 13 avril 2010**

portant création du Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement

##### **Décret n° 2010-365 du 9 avril 2010**

relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000

#### Installations classées

##### **Décret n° 2010-419 du 28 avril 2010**

modifiant la nomenclature des installations classées

##### **Décret n° 2010-367 du 13 avril 2010**

modifiant la nomenclature des installations classées et ouvrant certaines rubriques au régime de l'enregistrement

##### **Décret n° 2010-368 du 13 avril 2010**

portant diverses dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement et fixant la procédure d'enregistrement applicable à certaines de ces installations

Ce texte qui apporte diverses adaptations techniques au droit des ICPE apporte les novations suivantes :

- création d'obligations particulières en cas de « Mise à l'arrêt définitif et remise en état » d'une installation (« Art. R. 512-39-1. et s. du Code de l'environnement »)
- création, après l'article R. 512-46 du Code de l'environnement, d'une section 2 intitulée « Installations soumises à enregistrement ». Ces dispositions réglementaires

complètent l'ordonnance du 11 juin 2009 qui a créé un nouveau régime du droit des installations classées, celui de l'enregistrement. Ce régime a fait l'objet d'une présentation magistrale de Christian Huglo, avocat, dans le n° 107.

##### **Décret n° 2010-369 du 13 avril 2010**

modifiant la nomenclature des installations classées

### Santé et sécurité publiques

#### Médecine légale

##### **Décret n° 2010-358 du 6 avril 2010**

modifiant le décret n° 94-1210 du 30 décembre 1994 portant création d'un Conseil supérieur de la médecine légale

#### Violences

##### **Décret n° 2010-385 du 16 avril 2010**

relatif au fonctionnement de la Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives.

### Santé-sécurité au travail

#### Risques chimiques

##### **Circulaire de la direction générale du travail n° 2010-03, du 13 avril 2010**

concernant le décret n° 2009-1570 du 15 décembre 2009 relatif au contrôle des risques chimiques sur les lieux de travail

La réglementation devient si complexe qu'il est désormais habituel qu'une circulaire en précise les conditions de mise en œuvre. Nous rappellerons qu'une circulaire n'ayant pas valeur de règlement, n'est pas opposable aux entreprises. Adressée aux inspecteurs du travail, sa fonction est de favoriser une application harmonieuse des textes sur l'ensemble du territoire et d'éclairer les fonctionnaires de l'inspection dans leur mission de contrôle. Mais elle constitue une aide sérieuse pour les entreprises, dans la mesure où ces dernières y trouvent des informations pratiques qui doivent leur permettre de mieux comprendre le sens des textes et de garantir de meilleures démarches d'application.

Nous préciserons que le décret du 15 décembre 2009 a profondément modifié les contrôles techniques qui permettent de mesurer les expositions des travailleurs aux agents chimiques dangereux. ■